

JOHN W. HOLMES

UN CANADIEN ARTISAN DE PAIX

1910-1988

LES PRINCIPAUX ÉCRITS DE JOHN Holmes ont paru dans deux volumes publiés sous le titre : *The Shaping of Peace: Canada and the Search for World Order, 1943-1957*. Il s'agit d'un ouvrage brillant, fruit d'un scrupuleux travail de recherche portant sur de nombreux événements auxquels John Holmes a participé. J'ai récemment eu l'occasion de lire le palpitant récit qu'il a fait de ces journées de tension vécues par Pearson et Hammarskjöld quand ils ont, ensemble, mis au point la formule qui allait donner naissance à la Force d'urgence des Nations-Unies (FONU). Cette Force a permis de mettre fin définitivement à la crise de Suez. En relisant ces lignes, je me suis tout à coup revu au Caire, pendant cette longue nuit au cours de laquelle j'avais essayé, avec un groupe d'amis, de suivre à la radio le déroulement des événements. Le lendemain matin, nous avons vu, en sortant, se découper dans le bleu du ciel dégagé, la silhouette d'un bombardier britannique *Canberra*, qui décrivait dans le ciel la forme d'un huit mais sans lâcher de bombes. Dix jours plus tard, j'ouvrais un bureau d'information au camp du quartier général de la FUNU, à El Ballah; j'entreprenais alors une mission de sept mois au cours de laquelle j'allais devoir rendre compte des succès de la Force de maintien de la paix des Nations-Unies. *The Shaping of Peace* est un ouvrage que tout politicien, enseignant ou individu jouant un rôle de direction au sein d'une collectivité au Canada se doit de lire.

John Wendell Holmes est né en 1910. Après son diplôme de l'Université Western Ontario, il a obtenu une maîtrise ès lettres de l'Université de Toronto. Il a enseigné pendant plusieurs années au *Pickering College*, une école progressiste pour garçons. Il a ensuite entrepris de nouvelles études supérieures à l'*University of London*, en Grande-Bretagne. Il est rentré au Canada au moment où la guerre s'est déclarée. Apprenant que l'Institut canadien des affaires internationales (ICAI) recherchait un Secrétaire national, il a présenté sa candidature et a été embauché, ce qui l'a quelque peu surpris.

John Holmes a découvert au moment de son arrivée que l'un des principaux thèmes de discussion de

Le 13 août 1988, John Holmes, renommé tant pour son étude de la politique canadienne et des affaires extérieures que pour sa contribution à la politique étrangère du pays, est décédé à l'âge de 78 ans. Ami de longue date de M. Holmes, M. King Gordon a occupé divers postes au sein des Nations-Unies dont celui de Directeur du Centre d'information de l'ONU pour le Moyen-Orient pendant la crise de Suez en 1956.

PAR KING GORDON

l'ICAI, à savoir l'existence du Canada en tant que pays membre du Commonwealth et en tant que nation nord-américaine, était désormais devenu plus spécifique : on envisageait à présent le Canada dans un contexte d'après-guerre. Sa mission à l'Institut a également préparé John à l'emploi qu'il allait occuper à partir de 1943, quand on lui a demandé de faire partie du ministère des Affaires extérieures pour devenir Secrétaire de la Commission de travail sur la planification d'après-guerre.

Deux événements en particulier ont orienté les efforts des planificateurs. Tout d'abord, en octobre 1943, les représentants des quatre grandes puissances alliées soient les États-Unis, l'URSS, la Grande-Bretagne et la Chine, se sont rencontrés à Moscou pour préparer la mise en oeuvre d'un plan visant la création d'une organisation internationale qui allait permettre de préserver la paix. L'année suivante, les participants à la Conférence de Dumbarton Oaks se réunissaient à Washington. Les représentants des États-Unis, de l'URSS et de la Grande-Bretagne s'étaient entendus sur un projet de constitution pour l'Organisation des Nations-Unies. Il est important de noter que le document produit à l'issue de Dumbarton Oaks, qui portait de toute évidence la marque des grandes puissances, a subi d'importantes modifications lors de la conférence de San Francisco qui lui a fait suite. Alors que le texte initial insistait presque exclusivement sur la responsabilité commune des grandes puissances dans le maintien de la paix, le mandat de l'organisation a par la suite été élargi pour inclure d'autres

objectifs, à savoir la défense et la protection des droits de la personne, la mise en oeuvre de programmes susceptibles de favoriser un développement économique et social plus juste et l'amorce d'un effort de coopération économique qui permettrait de remplacer le système colonial par des états indépendants et libres. Le Canada et les autres pays membres du Commonwealth ont fortement contribué à la réalisation de ces modifications.

En 1948, John Holmes assistait à la troisième session de l'Assemblée générale des Nations-Unies tenue à Paris. Il a ensuite été muté à Ottawa où il a été nommé chef de la division des Nations-Unies au ministère des Affaires extérieures. Loin de le cantonner à Ottawa, son nouvel emploi l'a amené à participer directement aux activités de l'ONU à New York. Il a été deux fois directeur suppléant de la Mission permanente du Canada auprès des Nations-Unies, il a fait partie de nombreuses délégations canadiennes dans le cadre de sessions de l'ONU et, à maintes reprises, il a conseillé de hauts responsables canadiens dont M. Lester Pearson, alors secrétaire d'État aux Affaires extérieures.

Au moment de quitter les Affaires extérieures en 1960 pour devenir président, puis directeur général de l'ICAI, John Holmes s'était fait au sujet de la position du Canada dans le contexte d'après-guerre et de sa politique extérieure, un certain nombre d'opinions arrêtées, qui allaient lui permettre de donner suite à ses intentions.

Premièrement, Holmes pensait que le Canada devait chercher et trouver sa sécurité dans le contexte d'une collectivité internationale bien établie. Toute menace à la sécurité canadienne devait faire

l'objet d'une action concertée en vue de permettre une résolution du conflit par la médiation ou des opérations de maintien de la paix. Sinon, on n'aurait d'autre choix, et Holmes se refusait à cette solution, que de revenir à l'époque de la cité médiévale, à celle du prince barricadé derrière des murailles fortifiées qui assurait la sécurité de tous ses sujets, dans un rayon équivalent à la portée de son artillerie. Cette conception prévaut encore à notre ère nucléaire puisque Reagan et Bush parlent de "paix par la force".

Deuxièmement, le Canada doit jouer, au sein d'une collectivité internationale, le rôle d'une puissance moyenne. Il ne lui suffit pas de s'abriter derrière la protection d'une grande puissance; rien ne sert non plus de faire des efforts pour rivaliser avec cette dernière. Mais le Canada a plus de ressources que la majorité des autres pays, et il peut avec succès les mettre au service d'objectifs concrets.

Troisièmement, il faut voir dans les Nations-Unies un élément-clé de la position du Canada dans l'ordre international, dans un contexte d'après-guerre.

Telles ont été les idées défendues par John Holmes au cours des trente dernières années, pas uniquement à l'ICAI mais aussi dans sa carrière d'enseignant, d'écrivain ou de conseiller de gouvernements et d'organisations non gouvernementales. Il avait une confiance "littérale" (l'adjectif "réaliste" conviendrait peut-être mieux) dans les cinq premiers mots de la Charte des Nations-Unies : "Nous, peuples des Nations-Unies..." Les peuples, et pas seulement les gouvernements, ont directement intérêt à créer une communauté juste et paisible, et ils ont un important rôle à jouer dans ce processus.

John Holmes avait une façon de penser très moderne; il était on ne peut plus conscient de l'importance des changements survenus dans la configuration de la société mondiale. L'autre soir encore, je parlais de lui à un universitaire soviétique en visite au Canada. Ses yeux se sont allumés. "John Holmes", a-t-il dit, "Il a passé une semaine avec moi à Moscou il y a de cela tout juste un an. Il était tellement enthousiasmé, tellement heureux!" Une vraie source d'espoir à une époque nouvelle. □